

Ecole et société sont indissociables.

A l'heure où les enseignants refusent les conditions de travail qu'on veut leur imposer, sans concertation, le consensus qui règne encore quant à la « nécessaire modernisation du système éducatif » est la pire des hypocrisies. Vincent Peillon, tout comme ses prédécesseurs, peut déclarer que c'est par le système scolaire que les grandes difficultés de la société française d'aujourd'hui vont se résoudre, sans sombrer dans le ridicule. La gauche décomplexée n'hésite plus à avoir le MEDEF comme partenaire. Les syndicats institutionnels, Unsa, FSU et SGEN-CFDT renchérissent en affirmant que l'avenir de notre société dépend de la réforme éducative. Cela prouve à quel point est ancrée la croyance générale dans les vertus miraculeuses d'une école dont on escamote toujours le véritable rôle social.

Beaucoup de collègues croient encore, à tort, que l'école transmet avant tout des connaissances. C'est normal, vue leur immersion permanente en milieu scolaire : acquérir ou transmettre des connaissances, c'est l'essentiel de leur formation et de l'exercice quotidien de leur métier. Pourtant, l'école est, aussi et surtout, une institution qui obéit à des règles que lui fixent l'Etat, l'économie et la société, le plus souvent au mépris des besoins réels des populations. L'indéniable conscience professionnelle de chaque enseignant a peu de poids en face des mécanismes implacables de l'institution. Autrement dit la vocation ne résout pas tous les problèmes.

La structure sociale dépend aujourd'hui en grande partie du niveau d'études. L'ascenseur social ne fonctionne plus même a minima. Les enfants d'ouvriers sont de fait condamnés en majorité aux emplois manuels peu qualifiés et peu gratifiants ou au chômage alternant avec des emplois précaires.

Actuellement entre 30 et 40% des inscrits en premier cycle quittent l'université sans diplôme, ces jeunes occupent alors souvent au prix d'une longue attente les emplois de production ou de service un peu plus qualifiés.

A contrario, les diplômés du supérieur (31% des actifs de 15 à 29 ans ayant un emploi ; car les jeunes actifs sont de plus en plus diplômés) sont destinés aux fonctions d'encadrement. Ils servent tels les enseignants de dominés de la classe dominante ou de vivier aux grandes écoles (ENA,HEC ,Sciences PO,.....) où se recrutent les 4% de gens qui ont de l'influence en France et du poids dans la société, célébrés par les Rocard, Allègre, Fillon, De Robien, Copé, Sarkozy et consorts, fiers d'être du nombre. Ce sont des décideurs ! voire des élus : les grands commis de l'Etat (même si leur nombre diminue car davantage attirés par des fonctions spéculatives et plus rémunératrices), des entreprises et des médias qui régissent nos conditions d'existence.

L'école ne peut pas être ce prélude à un épanouissement individuel et social, cet apprentissage d'une condition vraiment humaine dont nous rêvons, tous, en secret. Elle n'a pas d'autre but aujourd'hui comme hier que celui, déterminé par la dictature des nécessités économiques et étatiques (du moment ,car évolutives), de sélectionner et de préparer « le matériel humain » que réclame l'actuelle

organisation sociale ,(A la fin du XIXème siècle, l'Etat voulait l'unification idéologique de la Nation ,entre autres, d'où l'utilisation du rouleau compresseur de la langue française contre les langues régionales par exemple.....). Il ne peut en être autrement dans un monde où individus, groupes sociaux et nature sont soumis aux impératifs catégoriques de la rentabilité et de la raison d'Etat. Les « décideurs » estiment aujourd'hui que l'école est une marchandise comme une autre .La gauche politique pour cela a abandonné le combat laïque et continue à livrer l'école à l'économie libérale ambiante (privatisation rampante de l'Education Nationale).

La source de l'inégalité sociale n'est pas dans l'école. Celle-ci ne fait que reproduire les inégalités déjà existantes. En effet combien y a-t-il de fils d'ouvriers étudiant en troisième cycle universitaire ? L'école n'est donc pas l'instrument de promotion sociale de la classe ouvrière (au sens large du terme) vanté par une certaine idéologie nostalgique de la Troisième République, elle ne fait même plus illusion. Seule une minorité peut espérer, à titre individuel, échapper par son entremise à la fatalité des handicaps sociaux et culturels. Et on ne parlera même pas de la sectorisation où la mixité sociale se réduit à peau de chagrin.....

L'alchimie qui permet « l'écramage social », l'éducation serait un filtre mais pas magique pour les pauvres, porte un nom : l'échec scolaire. Tous les élèves sont soumis à une même norme, les programmes, qui sont fixés, en fonction d'un modèle abstrait de « bon » élève, de compétences à acquérir (cf le LPC !) ,par des inspecteurs éloignés de la réalité concrète des classes. Le travail différencié inscrit actuellement dans les textes ne changent pas fondamentalement le problème car les évaluations nationales sont toujours normatives. Ceux qui ne peuvent pas s'aligner ou entrer dans cette norme en temps voulu sont éliminés aux différents paliers d'orientation : 6è, 3è, 2nde....Le système scolaire fonctionne à l'échec comme le moteur à l'essence, même si , actuellement, ce moteur a des ratés. Quel enseignant n'a -t-il pas eu dans sa classe des gamins ou ados intelligents mais dont il ne savait que faire faute d'entrer dans le moule demandé ? Vint alors l'orientation

La norme varie d'ailleurs selon les époques en fonction de matières dominantes donc à sélection : latin, mathématiques, informatique.....et demain la physique ? De plus le système s'adaptant vint de trouver une parade hypocrite, celle de culpabiliser les enfants et leurs familles qui se sentent individuellement responsables de leurs échecs. Culpabilité et isolement vont marcher de pair.

Une transformation radicale du système éducatif est , à notre point de vue, inséparable de la prise en main fédérative des problèmes de l'éducation par les travailleurs de l'éducation et les usagers de l'école eux-mêmes. Cela ne deviendra une réalité convaincante que si, dès aujourd'hui, en prenant nos luttes en main, nous sommes capables d'imposer nos solutions immédiates aux méfaits et aux injustices qu'engendre l'organisation scolaire actuelle. Et cela nécessite entre autres choses une organisation syndicale interprofessionnelle, indépendante de l'Etat, des partis politiques et du patronat.

Les habits neufs de l'inégalité

L'école, qui est devenue une école de masse, connaît de nombreux problèmes. Ce qui explique que les gouvernements successifs de droite et de gauche se penchent sur son sort en appliquant des recettes assez voisines. La droite, il y a quelques années, a d'ailleurs distribué des bons points à Allègre comme elle en avait distribué à Chevènement. Le fond du problème, ce n'est ni le niveau, ni l'échec scolaire. Le niveau est une notion idéologique et élitiste, d'ailleurs il est bien connu que depuis l'époque de Platon le niveau baisse : déplorer sa baisse ou célébrer sa montée, c'est escamoter les problèmes réels. L'échec scolaire est paradoxalement une réussite pour le patronat, car c'est le seul moyen, dans le cadre d'une scolarisation massive, de sélectionner la main d'œuvre suivant les besoins économiques, tout en perpétuant les inégalités sociales. Les classes exploitées ressentent moins crucialement le problème de l'échec scolaire quand il y a un marché de l'emploi florissant(cf les trente glorieuses) mais sont à cran quand l'école semble la seule porte de sortie pour ses enfants, ce qui explique en partie que les parents s'impliquent davantage lors de conflits locaux : carte scolaire, réformes, problème des ZEP, sécurité...et certainement bientôt pour le périscolaire.

Le fond du problème, c'est l'inadaptation d'une école conçue pour l'époque révolue de la croissance indéfinie. Le temps où les grandes entreprises taylorisées « épongeaient » les exclus du système scolaire, où le secteur tertiaire salarié « absorbaient » les petits ou moyens diplômés est terminé. La crise et la restructuration capitaliste sont passées par là avec son cortège de chômeurs et de travailleurs précaires.

Le cri de guerre du patronat est « productivité au meilleur coût » avec « du personnel flexible » afin de réaliser le maximum de profits. On reparle de compétitivité. Robotisation, automatisation, informatisation, flexibilité et internet sont les mamelles de la baisse des seuils de rentabilité. Disparition de certains secteurs économiques, faillites, dégraissages, restructurations, délocalisations sont la rançon d'une guerre économique de tous contre tous au nom du profit.

Les travailleurs, eux, créent les richesses mais paient les pots cassés : rigueur salariale, intensité accrue du travail malgré les 35 H de plus en plus remises en question d'ailleurs, stress, angoisse du chômage pour ceux qui conservent leur emploi ; chômage massif, précarité (petits boulots, CDD , intérim et tartes à la crème d'aujourd'hui/CUI,EVS,AVS et contrats d'avenir...), nouvelle pauvreté pour ceux qui le perdent. Une société duale s'installe durablement, malgré l'embellie actuelle, qui n'offre qu'un nombre limité d'emplois spécialisés ou très spécialisés (NTIC...) et qui généralise la mobilité professionnelle et la précarisation de toujours plus d'emplois.

Actuellement les jeunes mettent plusieurs mois à trouver un job après être sortis de l'école, quand ils en trouvent et se jettent de plus en plus nombreux sur les emplois déguisés souvent appelés emplois tremplins et autres emplois d'attente. La pauvreté s'installe même dans le milieu étudiant d'aujourd'hui où plus de 100 000 jeunes vivraient sous le seuil de pauvreté avec une recrudescence de la prostitution chez les étudiantes. Ce qui est grave aussi c'est que les emplois proposés aux jeunes sans qualification -

échec scolaire - diminuent sans cesse. Les patrons convoitent, pour le petit nombre d'emplois disponibles, les niveaux d'études élevés, quitte à les cantonner dans des postes déqualifiés.

L'école est donc frappée de plein fouet par la nouvelle donne du marché de l'emploi qui peut évoluer très rapidement dans un sens comme dans l'autre selon les aléas de la Bourse et de la spéculation. Il y a toujours autant d'échec scolaire, mais faute de débouchés, l'institution scolaire accroît la durée des études et garde les élèves en difficulté sauf ceux qui sont devenus ingérables) : les taux de redoublement diminuent à l'école primaire et ce qui n'est plus fait en amont est effectué en aval. Les filières « poubelles » se multiplient. A l'autre pôle, elle ne produit pas assez de spécialistes performants, denrée que le patronat réclame à cor et à cri (spécialités/informatique de haut niveau...).

Les élèves en échec , privés de toute motivation scolaire ou professionnelle, rejettent une école dont ils n'attendent rien par des comportements instables, agressifs (les incivilités !). Les autres bachotent passivement, sans recul critique, dans l'espoir de décrocher l'orientation ou le diplôme miraculeux qui ouvriront la porte d'un possible emploi. Le risque est grand de voir la majorité des jeunes intégrer intellectuellement la précarité avec une sorte de fatalisme.

Le malaise atteint les parents. Dans les milieux populaires, ils s'accrochent à l'école comme ultime planche de salut, même quand cette planche est pourrie, ou bien ils démissionnent devant les problèmes qui les dépassent. Les milieux aisés, par contre, sont intraitables pour une école qui , à leurs yeux, n'en fait jamais assez pour assurer un avenir doré sur tranche à leur progéniture. Le zapping Privé/Public s'accroît, sans compter ceux qui se débrouillent pour déroger au secteur scolaire.

Les enseignants gèrent la situation au quotidien. Leurs conditions de travail empirent : classes difficiles, pénibilité des cours, charges de travail accrues, réunionnisme , programmes trop lourds et trop impératifs même si pour se défendre et conjurer le sort certains critiquent un contenu d'enseignement devenu light....Leur salaire est érodé après plusieurs années de régime sec d'austérité, péniblement compensé par un recours important aux heures supplémentaires surtout dans le secondaire. Leur prestige social s'est irrémédiablement envolé : l'élite intellectuelle de la nation est devenue une masse de salariés de l'enseignement, malmenée et dénigrée par les médias et par sa propre hiérarchie.

Ce malaise scolaire est devenu potentiellement explosif. Les luttes de mars 2000, de 2003 et 2010 sont des signes avant - coureurs. Les politiciens de tout bord l'ont compris, les fusibles Allègre et Darcos par exemple ont bien fonctionné ;les divers ministres montent au créneau pour désamorcer la bombe et adapter l'école....pour le plus grand profit de la restructuration capitaliste.

L'enfer est pavé de bonnes intentions

Les ministres de l'Education Nationale doivent faire à chaque tentative de réforme un numéro d'équilibriste, ils doivent en effet concilier différents objectifs: adapter l'école aux exigences nouvelles de l'économie et calmer les mécontentements cumulés des parents, des élèves et des enseignants qui

peuvent faire bloc quand certaines conditions sont remplies. D'où l'absence de projet net et franc. Leurs objectifs sont noyés dans un processus informel de tables rondes, de négociations paritaires et de représentations médiatiques, auquel les syndicats dits représentatifs apportent la caution de leur participation empressée.

La charte pour une école du XXI^{ème} siècle est demeurée pour l'instant une coquille vide qu'il conviendra de remplir au moment opportun avec de nouveaux projets très ressemblants aux précédents quant au fond, même s'ils diffèrent dans la forme. On sent par ailleurs un parfum de cacophonie sur les rythmes scolaires aujourd'hui et l'on voit les contingences économiques prendre le pas sur la chronobiologie.

Les millions accordés par les locataires du ministère de l'E.N ne feront que palier au plus pressé et seront saupoudrés comme à l'accoutumée selon le mode de gestion en vigueur. Tous les politiciens promettent beaucoup de choses avec si peu de moyens supplémentaires. Ils veulent continuer la politique actuelle et désirent nous faire avaler la pilule de la privatisation rampante de l'éducation. Privatisation pour le secteur qui accueillera les bons élèves tout en laissant les difficultés à un certain secteur qui n'aura plus que le nom de public. Nous sommes dans la continuité d'une inégalité sociale qui s'accroît.

Le collège pour tous des années 1970 n'a pas été le lieu de l'égalité des chances, mais de la sélection sociale. Les lycées pour tous des années 80 suivent le même chemin et la fac pour tous de demain suivra la même voie.

La multiplication des nouvelles filières du type BAC professionnel a fait coexister une voie royale (toujours la même, la générale et notamment la « S ») et une voie dévaluée qui a fourni le contingent de travailleurs que réclamaient production et services. Ceux qui ont échoué dans ces voies ont dû se contenter de la voie de garage d'un CAP ou d'un BEP dévalorisés dans la perspective du chômage et du travail précaire via les contrats bidons. L'allongement de la durée de la scolarité qui s'en est suivi a eu une influence bénéfique sur les statistiques du chômage. Il en est toujours de même aujourd'hui, l'inégalité scolaire règne en maître.

Demain, ce sera pire : les entreprises privées proposeront via le web des cours, voire des cursus complets, aux étudiants qui auront les moyens financiers de se les payer, bien entendu. L'ingénierie éducative a de beaux jours devant elle, pour une rentabilité éducative à venir (cf le premier marché mondial de l'éducation à Vancouver fin mai 2000 et les dizaines de milliards de dollars ou d'euros attendus depuis, d'où le fort investissement marketing depuis plus de 10 ans). Sans compter les officines de cours particuliers qui se multiplient en France. On est passé de cours de rattrapage à un système de cours pour obtenir des mentions au Bac afin d'intégrer sur dossier les « grandes écoles » où les débouchés sont certains comparativement à l'université d'aujourd'hui.

Lorsqu'il était ministre de l'Éducation Nationale, Jospin avait promis en outre l'ouverture de l'école sur la vie, avec Allègre dans son ombre. L'excellence de l'intention s'est effondrée dès que l'on s'est aperçu que

la vie était réduite à l'entreprise et que l'ouverture n'était que l'adaptation à ce dont le marché du travail se trouve avoir besoin momentanément. Peillon, le professeur de philosophie est de la même trempe. La modernisation du système éducatif consiste avant tout donc à se plier au diktat du marché, actuellement ce sont les « nouvelles technologies de l'information et de la communication (Tablettes, tableaux interactifs, sites...) » qui commandent....Gauche et droite alternent dans une continuité autiste pour le plus grand plaisir des tenants du système.

Jospin avait promis aussi de mettre fin à l'échec scolaire en renforçant l'autonomie des établissements et en généralisant le suivi individualisé des élèves. Sous une apparence de liberté et de générosité se cachait l'adaptation la plus servile aux conditions sociales existantes. Dans les ZEP, autonomie et suivi ont voulu dire limiter les dégâts de l'échec scolaire ou faire de la garderie intelligente. On en est réduit aujourd'hui à diviser les ZEP en catégories dont les établissements « Eclair », développer des contrats de programmes de réussite éducative, renforcer le côté sécuritaire, diminuer les moyens des CEL/PEL, s'appuyant sur un charabia pédagogique de « démarches de proximité, territorialisées, partenariales, méthodiques avec tous les acteurs concernés par l'enfant et sa famille ». On se donne bonne conscience...mais les problèmes véritables ne sont pas abordés : chômage, mal être familial...générés par le système en place qui se nourrit de la misère.

Dans les beaux quartiers, cela s'est traduit par un approfondissement des chances de réussite. Comment pouvait-il d'ailleurs en être autrement dans ce système de liberté surveillée où la norme technocratique-bureaucratique est restée reine, que ce soit celle des programmes ou celle de la dotation horaire globale.

Cette école soumise aux impératifs économiques et reproductrice des inégalités sociales, même repeinte en moderne et en démocratique par la gauche libérale gestionnaire, restera fondamentalement inégalitaire.

Et maintenant ?

Considérant que l'école est l'affaire de tous, nous , militants anarcho-syndicalistes , pensons que des changements profonds dans l'école, favorables aux enseignants en tant que salariés mais aussi aux élèves et aux parents en tant que travailleurs actuels ou futurs, ne peuvent provenir que de la réflexion et de l'action de chacun mais tous ensemble .Le système scolaire doit être l'œuvre de tous pour le profit de tous.

Nous ne pouvons compter sur ces gouvernements dits socialistes ou de droite qui veulent que les enseignants soient les gardiens des pauvres, même s'ils se gargarisent de pôles d'excellence scolaire (le nouvel opium ministériel) dans les zones d'éducation prioritaire d'où il escompte sortir une jeune élite populaire comme pour se donner une bonne conscience très troisième république.

Leurs solutions, c'est fermer des classes, réduire le nombre de ZEP, tayloriser l'enseignement, embaucher du personnel précaire : vacataires, contractuels, MA, Assistants d'Education, CUI, AVS, EVS,

contrats d'avenir.... (Pour les Lycées professionnels par exemple, un tiers des professeurs ne sont pas titulaires). La substitution d'emplois statutaires se fait insidieusement afin de multiplier les statuts et d'opposer les salariés, en attendant la grande curée de la privatisation. Et aux TUC, CES, Emplois jeunes succèdent d'autres appellations qui cachent la même précarité de l'emploi voire l'aggrave.

Quelle école désirons-nous ? Une école parking pour « les inemployables », avec beaucoup d'éducation civique, quelques policiers à l'entrée ou dans les cours des établissements scolaires, beaucoup de stages en entreprises payés au lance-pierres afin de rendre les jeunes dociles et les conditionner à la logique du profit ?

Ou bien désirons-nous une école des responsabilités collectives et de l'égalité économique et sociale ?

A la CNT-Solidarité Ouvrière nous avons choisi, nous militons dans l'immédiat pour des classes à effectif réduit afin d'y favoriser l'entraide et la coopération dans un but d'émancipation. A nous de contrer les affirmations du discours dominant, posées comme d'incontournables évidences. A nous de contrecarrer toutes les manipulations étatiques consistant, entre autres choses, à nous présenter l'école privée comme faisant partie du grand service unifié de l'éducation .A nous de proposer un véritable service public d'éducation autogérée.
